



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT  
(Comité ministériel conjoint  
des  
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds  
sur le  
Transfert de ressources réelles aux pays en développement)



**SOIXANTE-DIX NEUVIÈME RÉUNION  
WASHINGTON, D.C. – AVRIL 26, 2009**

DC/S/2009-0029(F)

Le 26 avril 2009

**Déclaration de**

**Monsieur Salaheddine Mezouar  
Ministre de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc**

**Pour l'Afghanistan, l'Algérie, le Ghana,  
la République Islamique de l'Iran,  
le Royaume du Maroc, le Pakistan et la Tunisie**



## Déclaration

de Monsieur Salaheddine MEZOUAR, Ministre de l'Economie  
et des Finances du Royaume du Maroc

Au nom du Groupe constitué de l'Afghanistan, l'Algérie, le Ghana,  
l'Iran, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie  
79<sup>e</sup> Réunion du Comité du Développement  
Washington, le 26 avril 2009

Je voudrais tout d'abord, au nom du groupe que je représente, remercier notre Comité pour l'opportunité offerte dans le cadre de la présente session du Comité du développement (CD) de débattre de l'incidence de la crise économique globale. De même, je tiens à féliciter les équipes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour la qualité des documents de travail qui nous ont été soumis et plus particulièrement leur contribution au « Rapport de suivi mondial ».

### Crise et incertitudes du contexte international

La tenue de cette session du CD intervient à un moment crucial de l'évolution de la situation économique mondiale caractérisée par un environnement de grande incertitude et de profondes difficultés économiques. En effet, le monde, après une grave crise financière, sombre actuellement dans une crise économique globale qui fait peser de profondes inquiétudes quant aux perspectives de croissance, d'éradication de la pauvreté et de réalisation des Objectifs de développement du millénaire (ODM).

Force est de constater qu'en dépit des mesures prises par les pays développés, pour surmonter la crise, à travers notamment des plans de sauvetage qui se chiffrent à des centaines de milliards de dollars et d'actions diverses pour restaurer la confiance dans le système bancaire international, les perspectives de croissance mondiales se sont considérablement détériorées et sont constamment revues à la baisse.

Ainsi, dans son Rapport sur les perspectives économiques mondiales, la Banque indique que l'activité mondiale devrait se contracter de 1,7% cette année marquant ainsi le premier déclin depuis 1945. Elle prévoit, également que le PIB dans les pays de l'OCDE reculerait de 3% et que la croissance des PED s'établira à 2,1% par rapport à 5,8% en 2008.

Du fait de cette crise, qui intervient après la succession de deux chocs découlant des crises alimentaire et pétrolière, les PED sombrent dans un marasme économique qui se traduit par la dégradation du niveau de vie des populations et des perspectives de développement.

Cette situation est d'autant plus critique que même dans l'hypothèse d'un retour de la croissance en 2010, la production restera faible, les tensions budgétaires persisteront et les niveaux de chômage continueront d'augmenter dans la plupart des PED pendant une bonne partie de 2011.

### Crise et incidences sur les pays en développement

Cette crise économique globale partie des économies avancées a eu un impact négatif sur les Pays en développement (PED). Elle a, en effet, entraîné un fort repli de la croissance dans ces pays et a provoqué la pénurie du crédit entraînant ainsi une aggravation du chômage et de la pauvreté.

Si face à cette crise, certains pays à revenu intermédiaire et pays émergents ont pu dégager des espaces budgétaires leur permettant d'atténuer son impact, il en va tout autrement pour la majorité des PED, qui

n'ont pas cette capacité et qui ont un besoin urgent de financements additionnels, notamment concessionnels. Ce besoin en financements est d'autant plus crucial que ces pays subiront les effets conjugués de l'essoufflement de la demande des pays développés, des recettes du tourisme, et des transferts de fonds des travailleurs émigrés, de la baisse des cours des matières premières ainsi que de la baisse des investissements en provenance de l'extérieur. Ces divers facteurs commencent à impacter sérieusement la situation de la balance de paiements des PED.

Pour la majorité des PED, l'impact de cette crise s'est traduit sur le plan humain par une aggravation du chômage et de la pauvreté hypothéquant sérieusement la réalisation des ODM. Selon les estimations de notre institution, cette crise verra basculer dans la pauvreté 53 millions de personnes supplémentaires qui viendraient s'ajouter aux 155 millions de personnes déjà acculées à la pauvreté du fait de la flambée des prix des denrées alimentaires en 2008.

Le bilan des ODM fait ressortir des résultats inquiétants: près de 1 milliard de personnes souffrent de la faim et environ 2 milliards de personnes de sous-alimentation. Les objectifs de développement humain, en particulier la réduction de la mortalité infantile, l'achèvement de l'éducation primaire et l'amélioration de la santé maternelle, ne présentent aucune chance d'être réalisés par plusieurs PED à l'horizon 2015.

De façon spécifique, il a été estimé que les effets de la crise globale se traduiront par une aggravation de la situation sociale avec 75 millions d'enfants qui ne seront pas scolarisés, près de 10 millions d'enfants de moins de cinq ans décéderont chaque année du fait de maladies évitables, 6 millions de personnes périront chaque année à cause de maladies virales (SIDA, tuberculose et malaria...).

La communauté internationale ne peut rester insensible face à la gravité de cette situation qui risque de déboucher sur une crise sociale et humanitaire avec de graves implications politiques d'autant plus que la plupart des PED ne dispose pas de dispositifs de protection sociale.

#### Crise et initiatives engagées pour atténuer ses effets

Nous nous réjouissons des mesures prises par les membres du **G20** visant à faire face à la pénurie de crédit par l'allocation de ressources additionnelles de 1.100 milliards de dollars, la mise en place de nouvelles règles du système financier international et la présence de pays émergents au dialogue du G20. Nous nous félicitons des décisions prises par ce Groupe qui s'inscrivent dans le cadre de 5 grands axes qui sont (i) le renforcement de la croissance et l'emploi, (ii) la réforme du système financier international, (iii) la réforme des institutions financières internationales, (iv) la promotion du commerce et le rejet du protectionnisme et (v) la promotion d'une relance équitable et durable.

Concernant **les institutions financières internationales**, nous saluons les actions prises par les institutions de Bretton Woods notamment **le FMI** qui a doublé le plafond des prêts concessionnels à 4 milliards de dollars et envisage de procéder à la vente de ses réserves en or.

Nous nous félicitons, également, des décisions de la **Banque mondiale**, visant le **triplement de ses engagements** pour les 3 prochaines années qui pourraient atteindre 35 milliards de dollars contre 13,5 milliards de dollars en 2008, la mise en place d'un mécanisme d'appui spécifique visant à atténuer la vulnérabilité économique pour aider les pays les plus pauvres à faire face à la crise par le renforcement des filets sociaux, de l'infrastructure, de l'éducation et de la santé ainsi que l'élaboration d'une facilité de mise à niveau des infrastructures.

Nous appuyons, à cet effet, les six priorités retenues dans le rapport de la Banque mondiale et du FMI pour une action urgente permettant d'atténuer l'impact de la crise globale sur les pays pauvres et qui englobe notamment la prise de mesures de relance budgétaire visant à asseoir une croissance économique, un

soutien du secteur privé, une augmentation de l'aide au profit des pays pauvres et vulnérables durement touchés par la crise et un maintien d'un système financier et commercial ouvert.

La contribution de la **SFI** visant à appuyer, dans ce contexte de crise, le secteur privé nous semble à maints égards vivement recommandée spécialement pour les pays à revenu intermédiaire (PRI). Nous saluons, à cet égard, les dernières initiatives de la SFI qui portent notamment sur la mise en place de **deux facilités de 1 et 3 milliards de dollars respectivement pour la recapitalisation des banques en difficulté dans les pays émergents et pour le commerce.**

Nous prenons acte, également, des mesures prises par les banques régionales de développement et notamment par la **Banque africaine de développement** qui vient de lancer à Dar Essalam un vaste dispositif d'appui aux pays africains pour surmonter les effets négatifs de la crise. Ce dispositif comprend notamment une facilité de liquidité d'urgence de 1,5 milliard de dollars, une initiative de financement du commerce et un plan d'actions pour l'accélération des transferts de ressources aux pays pauvres éligibles au Fonds africain de développement.

Il demeure indéniable, vous en conviendrez que jusqu'à 2007, la majorité de ces PED ont été les principaux vecteurs de la croissance mondiale qui a permis d'envisager avec optimisme la réalisation des ODM. De surcroît, beaucoup de ces pays, ont à nouveau consenti d'importants efforts, pour faire face à la crise à travers, notamment, la mise en place de politiques budgétaires ciblant les secteurs sociaux et les franges les plus vulnérables de population et des actions visant la poursuite de l'investissement et le soutien de la demande intérieure.

Force est de constater actuellement que du fait notamment de cet effort appréciable, les PED connaissent un repli de la croissance qui menace fortement le processus de réformes et de développement hypothéquant ainsi les progrès réalisés ainsi que les perspectives de réalisation des ODM.

Outre le maintien d'un cadre macroéconomique sain, il est à préciser que bon nombre de pays à revenu intermédiaire ont entrepris des actions pour contrebalancer les effets de la crise. A cet égard, des réformes sectorielles et structurelles de grande envergure ont été

engagées visant le renforcement de l'investissement et la diversification des sources de la croissance. L'objectif étant de renforcer la résilience des économies nationales aux chocs internes et externes.

#### Crise et portée des initiatives engagées

L'envergure de la crise a amené la communauté internationale à engager un certain nombre d'initiatives qui s'apparente à l'ébauche d'une réponse globale aux conséquences de cette crise. Si les différentes initiatives prises sont louables et prometteuses, il reste, néanmoins, que leur concrétisation soulève d'importantes interrogations quant à la mobilisation des ressources réelles et leur allocation aux diverses mesures envisagées.

Dans ce contexte de crise qui **requiert la mobilisation par les PED davantage de ressources de financement** et devant l'assèchement de celles-ci sur le marché financier international et auprès des banques multilatérales de développement (BMD) avec comme corollaire la hausse des coûts d'emprunts, une grave menace pèse sur l'économie mondiale en l'occurrence, **l'apparition d'une nouvelle crise de l'endettement et le risque de voir bon nombre de pays tomber à nouveau dans des situations de cessation de paiements.**

## Crises et attentes des PED

**A court terme**, le caractère exceptionnel de la situation actuelle, appelle à la mise en place par les institutions internationales d'instruments innovants permettant de répondre de manière adéquate aux besoins spécifiques des différents pays à travers une simplification de la conditionnalité, un développement d'instruments souples sous forme essentiellement d'appuis budgétaires ainsi que la mise en place de facilités d'urgence pour appuyer le financement du commerce extérieur. Il est tout aussi urgent que l'IDA et les guichets concessionnels des autres BMD augmentent de façon significative leurs aides.

**A moyen terme**, il est essentiel que le coût supplémentaire de la mobilisation par la Banque des ressources financières sur le marché international **ne soit pas intégralement répercuté sur les PRI qui ont un besoin urgent de financements conséquents à des conditions abordables**. Les Banques multilatérales de développement doivent s'assurer d'une meilleure répartition de la charge du coût supplémentaire lié à la mobilisation des ressources financières entre l'ensemble des pays membres de la Banque.

Si les BMD et en particulier la Banque mondiale sont interpellées pour mobiliser davantage de ressources financières au profit des PED en vue d'atténuer les effets de cette crise, il est impératif que ces dernières ne perdent pas de vue le défi de la vulnérabilité de la planète aux effets du changement climatique. Elles doivent, également, appuyer nos pays dans la conception et le financement d'actions et de projets dans le cadre de stratégies de développement durable et équitable qui seules sont à même d'atténuer les effets néfastes du changement climatique.

Nous estimons que le respect des engagements des pays donateurs en faveur du renforcement de l'aide publique au développement constitue un préalable essentiel pour la croissance, la réduction de la pauvreté et la poursuite des ODM.

Par ailleurs, eu égard à l'importance du commerce dans la croissance, la réduction de la pauvreté et l'atteinte des ODM, il est essentiel de maintenir l'ouverture commerciale et de résister aux tentations protectionnistes qui ne cessent de s'exacerber. Nous gardons, néanmoins, l'espoir d'une conclusion prochaine du cycle de libéralisation du commerce de Doha.

### Renforcement de la voix et de la représentation des Pays en développement et en transition (PEDT) au niveau du GBM

Pour renforcer la légitimité de notre institution, il nous paraît indispensable de poursuivre la réforme déjà engagée pour accroître le renforcement de la participation et la représentation des PED dans les structures de décision de notre institution.

Nous saluons, dans ce cadre, les efforts de la Banque qui ont permis d'aboutir à l'élaboration du package prévoyant (i) le doublement des voix de base, (ii) l'ajustement des parts d'adhésion, (iii) l'accroissement du pouvoir de vote des pays de la catégorie II à l'IDA, (iv) l'ajout d'un troisième administrateur pour représenter les pays de l'Afrique subsaharienne au Conseil, (v) le renforcement de l'efficacité de ce Conseil et de sa gouvernance interne, (vi) le renforcement et la promotion de la réactivité des PEDT sur les questions du développement, (vii) la mise en place d'un processus transparent de sélection du Président de la Banque mondiale ainsi que (viii) la réforme de la voix à la SFI.

Nous nous félicitons de l'adoption de la résolution visant notamment le doublement des voix de base, l'ajustement des parts d'adhésion et, l'augmentation du nombre d'administrateurs élus au profit des pays de l'Afrique subsaharienne.

A cet effet, nous exhortons la Banque à effectuer cette révision des parts sur la base d'une formule qui reflète la mission de développement de la Banque. Cette révision des parts devrait avoir pour objectif de progresser vers un pouvoir de vote équitable entre les pays développés et les PED sans diluer les quotes-parts et parts de voix de ces derniers pris individuellement.

Dans le cadre de cette révision, nous invitons, également, la Banque à conduire en parallèle une évaluation précise des incidences des différentes options proposées sur le pouvoir de vote de chacun des pays.

Enfin, et pour conclure, si certaines annonces officielles prévoient des signes avant coureurs d'une reprise de la croissance au niveau de certains pays développés, nous souhaiterions, sans préjuger du bien fondé de ces annonces, insister sur le fait que si cette reprise se confirme, il est important qu'elle puisse profiter à tous les pays et à ce titre, elle doit être le résultat d'une action coordonnée de toute la communauté internationale.